

APPUI À LA GUERRE EN IRAK : LA POSITION DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET LEURS RÉPERCUSSIONS

Sylvie Dugas

Avril 2003

À la veille du déclenchement de la guerre en Irak, sept des 33 pays d'Amérique latine ont signifié leur appui aux États-Unis et se sont joints à la coalition de 49 pays participant à la guerre en Irak. Ces pays sont la Colombie, la République Dominicaine, le Panama, le Salvador, le Costa Rica, le Honduras et le Nicaragua, soit tous les pays de l'Amérique centrale à l'exclusion du Guatemala. Des partenaires commerciaux importants du géant américain, le Mexique et le Chili, ont décliné l'invitation du président Georges W. Bush de faire partie de la coalition des pays volontaires. Le gouvernement du Canada en a fait autant, suscitant la panique dans les milieux d'affaires en raison de possibles représailles commerciales. Les porte-parole officiels de la Maison Blanche affirment que les rapports commerciaux entre les États-Unis et le Canada ne seront pas affectés par cette prise de position. Mais qu'en sera-t-il pour les pays latino-américains ?

Avant de nous pencher sur les répercussions éventuelles de leurs décisions, il s'avère intéressant de comprendre les facteurs qui ont motivé les prises de position à l'égard de l'intervention militaire en Irak. Les intérêts prioritaires de chacun des pays ont prévalu dans leur décision.

L'opinion publique a certes pesé dans la balance et influencé le choix des gouvernants qui ont tourné le dos à la guerre. La belligérance des États-Unis a suscité dans la population latino-américaine un dédain certain. Des marches de protestation ont eu lieu à plusieurs reprises dans quelques grandes villes, sans toutefois égaler l'ampleur de celles qui ont eu lieu en Europe. D'après un sondage Gallup effectué dans 41 pays du globe, c'est en Argentine, suivie de près par l'Uruguay, que la population s'est montrée la plus défavorable à la guerre en Irak. Les sondages indiquent que plus de 85 % des Argentins sont opposés à la guerre dont beaucoup comparent la lutte du peuple irakien à celle des Argentins qui, en 1982, tentèrent de récupérer les Malouines occupés par la

Grande-Bretagne.¹ En outre, comme on le sait, à la suite de la crise économique, la population argentine s'est rebellée contre les prescriptions du Fonds monétaire international et de Washington. Quant au Brésil, le non à la participation à la guerre n'est pas surprenant. Le pays est déjà à couteau tiré avec les États-Unis sur le plan commercial. Le Brésil menace en effet de poser des obstacles à la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) tant que Washington et Bruxelles retarderont la conclusion d'un accord à l'Organisation mondiale du commerce concernant l'ouverture agricole.²

Au Chili, 98 % des citoyens se sont opposés à l'invasion américaine en Irak³. Au Pérou, selon la maison de sondage Apoyo Opinion, seulement 4 % de la population appuyait une attaque unilatérale des États-Unis à Bagdad. «L'impression qu'ont les Latino-Américains, c'est que le fort attaque le faible», a expliqué le sondeur Santiago Neto. Au Guatemala, le seul pays d'Amérique centrale à s'opposer à la guerre, 81 % des citoyens se sont montrés en désaccord avec la coalition américano-britannique. Près de la moitié de ceux-ci croient que cette guerre a pour but de s'emparer du pétrole irakien. Tous ces pays n'ont pas appuyé l'effort de guerre américain.⁴

Malgré des années de guerre civile, d'autres pays centraméricains ont cependant adhéré à la position américaine. Ce choix est le reflet des événements récents qui ont marqué la région. Depuis le début de

¹ Voir "La guerre en Irak ravive un sentiment hostile aux Anglo-saxons", *Le Monde*, 23 avril 2003.

² Voir « Brasil está disposto a dificultar negociações comerciais, diz ministro », *Estadão*, 10 mars 2003.

³ Selon un sondage publié dans le journal *El Mercurio*.

⁴ Voir « Latin American Leaders Back Action ; Citizens Don't », *Knight Ridder Newspapers*, Bogota, 8 avril 2003.



l'année, l'isthme centraméricain s'est engagé dans une négociation en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Cet élément a certainement été pris en compte dans la décision de divers gouvernements, qui espèrent des retombées économiques positives de ce Traité de libre-échange (TLC). Selon les échéanciers prévus, le TLC pourrait être signé d'ici la fin de l'année. La République dominicaine, qui s'est aussi prononcée en faveur de la guerre, a été récemment invitée par la Maison blanche à se joindre aux négociations du TLC.

Par ailleurs, les États-Unis sont intervenus à plusieurs reprises dans la région centraméricaine. Durant les années 80, la CIA a supporté le mouvement des Contras qui a mené à la chute des Sandinistes. Ce sont ces mêmes Sandinistes qui ont confisqué la majorité des propriétés de l'actuel président Enrique Bolanos, propriétés qui ne lui ont jamais été remises. Le Nicaragua est aussi redevable aux Américains sur le plan économique. Après la guerre civile, les États-Unis ont aidé financièrement le pays à se relever et leur apport est toujours requis. Quant au Panama, les soldats américains ont envahi le pays en 1989 pour déloger le général Manuel Noriega, accusé de collusion avec les narcotraficants. Cet épisode a lui seul rappelle l'influence prédominante des États-Unis au Panama, un pays fortement dollarisé et américanisé.

Durant la guerre civile, le gouvernement américain a également fourni son appui au mouvement opposé à la gauche salvadorienne. Réunis à San Salvador le 7 avril dernier, les présidents du Salvador, Francisco Flores, et du Costa Rica, Abel Pacheco, ont officiellement soutenu le président Georges W. Bush dans sa guerre contre l'Irak. Après le 11 septembre 2001, l'opposition salvadorienne s'était prononcée en faveur des attentats, en appelant le peuple à appuyer le terroriste Oussama Ben Laden. Le président Francisco Florès avait alors décidé de combattre le terrorisme dans le but de protéger de cette menace les Salvadoriens, dont certains ont trouvé la mort lors de l'effondrement des tours jumelles. Il a affirmé que son appui au conflit en Irak était une suite logique de la position adoptée après le 11 septembre, affirmant que cette guerre était somme toute justifiée en raison du régime despotique de Saddam Hussein, qui mettait en péril la région entière et éventuellement le monde. Le soutien du Salvador est essentiellement moral, puisque le pays ne s'est engagé dans aucun effort de guerre concret.

« Nous devons choisir entre la démocratie, la justice, les États-Unis, nos frères centraméricains et Saddam Hussein », a déclaré le président costaricain Pacheco. Paradoxalement, le Costa Rica est un pays pacifique, sans armée, qui a contribué à ramener la paix dans la région. Abel Pacheco a justifié son appui aux États-Unis en soulignant que ce pays s'était constamment manifesté contre le terrorisme et la dictature. Les deux présidents, salvadorien et costaricain, se sont dits en faveur de l'établissement d'un régime démocratique

où le peuple irakien, écrasé durant la dictature de Saddam Hussein, aurait droit de parole. Quant à l'effort de reconstruction après l'intervention armée, ils ont appuyé aussi bien l'Alliance américano-britannique que l'ONU pour le mener, sans toutefois s'engager à y participer.⁵

La Colombie a été le seul pays d'Amérique du Sud à appuyer les États-Unis dans leur effort de guerre en Irak. Depuis toujours, les deux pays sont liés en vertu de la lutte contre le narcotrafic. L'apport de la Maison Blanche dans le Plan Colombie – un plan américain visant à soutenir le pays dans le contrôle de la drogue et de la guérilla – a été sans doute pris en considération. L'aide américaine acheminée à la Colombie avoisine les 2 milliards de dollars US. Dans son allocution pour annoncer son soutien à l'intervention en Irak, la ministre colombienne des Affaires extérieures, Carolina Barco, a invoqué la dictature de Saddam Hussein pour motiver sa décision.

Les répercussions des diverses positions des gouvernants

Dans plusieurs pays, la décision gouvernementale d'appuyer la guerre en Irak est à la source d'importantes dissensions internes. En Colombie, par exemple, des membres du Congrès ont menacé de boycotter les produits américains. Au Costa Rica, l'ombudsman a sommé le gouvernement de retirer son appui à la Maison blanche dans les cinq jours de sa prise de décision. À défaut de se conformer à cette demande, il a averti les autorités gouvernementales qu'elles feraient face à une poursuite en Cour constitutionnelle. En République dominicaine, le ministre des Affaires étrangères a démissionné pour signifier sa désapprobation face à la décision présidentielle d'appuyer la coalition américano-britannique.

Dans certains cas, la loyauté manifestée envers l'allié américain s'est déjà avérée payante. Le président Bush a demandé au Congrès américain d'approuver une nouvelle somme destinée à la Colombie, soit 104 millions de dollars américains en signe de récompense pour l'appui de ce pays à la guerre. Quant aux nations d'Amérique centrale, les négociations en vue de la signature du TLC se poursuivent normalement. La troisième ronde de négociations, tenue à San Salvador du 31 mars au 4 avril, s'est toutefois soldée sans réel progrès concernant les règles d'origine des produits textiles et l'accès au marché américain pour les produits agricoles centraméricains, le second point en importance pour les négociateurs de l'isthme.⁶ Selon

⁵ Voir "Presidentes El Salvador y Costa Rica justifican apoyo a EU", ACAN-EFE, San Salvador, 7 avril 2003.

⁶ Voir "CAFTA Slow on Textiles, Market Access as Baucus Calls for Labour Report", *Inside U.S. Trade*, 11 avril 2003 (www.UsTrade.com).

la position américaine, tous les textiles et équipements devraient être fabriqués dans la région pour être admissibles aux tarifs préférentiels. Cependant, les discussions à ce sujet devaient se poursuivre le 10 avril à Washington.

Pour leur part, le Mexique et le Chili, deux membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, n'ont pas cédé aux pressions américaines. La décision de l'administration Bush de procéder unilatéralement à la guerre a toutefois eu pour conséquence d'affaiblir davantage les Nations unies et de remettre en cause la crédibilité de l'organisation. Dans ces circonstances, le refus du Mexique d'adhérer à la coalition guerrière pourrait nuire à sa volonté de prendre une plus grande place dans les affaires mondiales, selon certains analystes⁷. En effet, le Mexique a bataillé fort pour obtenir une place au sein du Conseil de sécurité. L'administration du président Vicente Fox, élu en 2000, s'est fait un devoir de se démarquer de la politique de non-alignement appliquée durant plusieurs décennies par son prédécesseur, le Parti révolutionnaire institutionnel. Elle a soutenu Washington sur plusieurs enjeux et prétend jouer un rôle de premier plan en Amérique latine en matière de droits humains. Mais le président Fox, influencé par l'opinion publique mexicaine opposée au conflit, a opté cette fois pour les arguments moraux de la France. Les aspirations mexicaines de se démarquer sur le plan international pourraient se voir freinées par la mise en retrait du Conseil de sécurité par les États-Unis et leur différend affiché avec la France.

Pourtant, le Mexique a beaucoup à gagner en gardant des relations harmonieuses avec son voisin du Nord. Depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), environ 90 % des produits mexicains sont exportés chez son voisin du Nord. Les Mexicains constituent également la plus large communauté immigrante illégale installée en territoire américain. Depuis quelques années, le président Fox tente d'obtenir un accord visant à régulariser la situation des immigrants mexicains et à établir un programme de travail formel. Mais les événements du 11 septembre 2001 ont modifié les priorités américaines et il y a maintenant peu de chances qu'un accord bilatéral survienne à cet effet. L'attitude du Mexique à l'égard de la guerre en Irak n'aura rien fait pour réconcilier les deux alliés sur ce sujet, sans compter le froid survenu entre les deux pays à la suite des attentats. Le président Fox avait en effet contacté Georges W. Bush seulement quelques semaines après les tristes événements pour lui faire part de sa compassion.

Quant au Chili, sa position anti-guerre pourrait avoir causé une certaine frustration au nord du Rio Grande. Le Chili aussi a intérêt à conserver de bonnes relations

avec les États-Unis. Car même si le commerce chilien est plus diversifié qu'au Mexique, ce pays d'Amérique du Sud attend avec impatience la signature de l'accord de libre-échange conclu avec son partenaire américain en 2002. L'opinion de plusieurs analystes voulant qu'un non à la guerre pourrait mettre en péril ce traité a toutefois mis en rogne les hauts fonctionnaires chiliens. « Ce n'est pas un cadeau que les États-Unis ont fait au Chili, mais bien un accord qui bénéficie aux deux nations », ont-ils argumenté.

Le représentant commercial des États-Unis, Robert Zoellick, a insisté sur le fait que l'accord conclu entre les deux nations n'était pas en danger, malgré le désappointement éprouvé par l'administration américaine. Mais il a précisé que l'opposition du gouvernement chilien à l'intervention armée en Irak pourrait lui occasionner des problèmes au Congrès américain. Sans être annulé, plusieurs analystes croient que l'approbation de l'Accord de libre-échange États-Unis – Chili pourrait être retardée au Congrès.⁸ Robert Zoellick a cependant affirmé que l'accord est profitable aux deux pays et qu'un recul par rapport à cette question serait dommageable pour les entreprises américaines, surtout à la veille de l'entrée en vigueur d'un accord de libre-échange entre le Chili et l'Union européenne. Le président du Comité de règlements du Congrès, David Dreir, a assuré que l'administration américaine était décidée à appuyer l'accord commercial avec le Chili, cet accord s'inscrivant en continuité avec l'établissement de la ZLEA pour 2005. Il a spécifié que le retard dans l'approbation de l'accord ne serait dû qu'à des ressources limitées. L'accord signé entre le Chili et les États-Unis pourrait donc être entériné par le président Bush au début du mois de mai 2003, tout comme celui conclu avec Singapour.⁹ La possibilité de représailles américaines contre le Mexique et le Chili semble donc plutôt faible.

Au plan interne, tant le président mexicain, Vicente Fox que le président chilien, Ricardo Lagos, ont satisfait la population en tenant tête et en résistant aux pressions de Washington. Mais cette prise de position n'aura pas eu pour effet de renforcer leur propre pouvoir politique. Lors des prochaines élections législatives de mi-mandat qui se tiendront en juillet, le Parti Action nationale du président Fox ne devrait pas remporter la majorité selon les pronostics. Au Chili, le président Ricardo Lagos fait actuellement face à une crise de crédibilité en raison de la corruption qui règne au sein de sa coalition. Le vote en faveur de l'ONU n'aura rien changé à cette situation.

⁸ Voir «No-on-Irak pay back ? », *op.cit.*

⁹ Voir « Zoellick, Dreir Insist U.S.-Chile FTA Not Jeopardized by UN Fight », *Inside U.S. Trade*, 11 avril 2003 (www.INSIDETRADE.COM).

⁷ Voir «No-on-Irak pay back ? », *Business Latin America*, 24 mars 2003.